

Charia et États de droit en Afrique

C'est au moment même où la France, par la voix de son président François Hollande, s'apprête à vouloir tourner la page de la « Françafrique » que l'une de ses anciennes colonies, le Mali, traverse sa plus grave crise depuis son indépendance. Plus d'État, des populations qui fuient par milliers pour se réfugier en Mauritanie ou au Burkina Faso, des calamités alimentaires et climatiques à répétition, mais surtout la spectaculaire apparition d'un islamisme radical qui, de Tombouctou à Gao, sème la terreur dans toute la région, jusqu'à Bamako, capitale du pays.

Au-delà de la sauvagerie inimaginable qui caractérise les djihadistes du Nord-Mali dans leur volonté de détruire les plus belles mosquées, d'imposer la charia et de piller des manuscrits arabes (dont certains d'entre eux remontent au XIII^e siècle), force est de constater que la nébuleuse islamiste rassemblée autour d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) ne rencontre aucune résistance organisée,

sinon éparse, des populations, en particulier touareg. Pire, les États voisins, comme l'Algérie ou le Niger, pourtant directement concernés par la montée en puissance du fondamentalisme armé dans la région, ne manifestent rien d'autre que leur impuissance politique ou militaire à braver le danger.

Comment ne pas s'inquiéter de la violente percée de ce mouvement de fond islamiste qui, après l'Égypte, la Libye et la Tunisie, vient s'enraciner au Sahel, c'est-à-dire là où des États sont fragilisés par des économies exsangues et des pouvoirs corrompus ? Tout ce qui a été construit depuis un demi-siècle pour soutenir des systèmes éducatifs laïcs après les indépendances est, aujourd'hui, devenu inopérant. Preuve que ces États-nations en devenir n'étaient que des châteaux de cartes : les démocraties y sont battues en brèche par des poignées de rebelles armés et de mercenaires de Dieu sans foi ni loi.

Devant ce qu'il faut appeler

une accélération de l'Histoire, il n'y a pas d'autre solution que de restaurer d'abord des États de droit, à l'image du Sénégal qui, cahin-caha, a su préserver l'essentiel grâce à la récente tenue d'élections. Mais, pour ce faire, il faut que les populations et leurs puissantes ethnies condamnent, agissent, vitupèrent, composent, s'organisent. Sans cela, il est à craindre qu'une intervention extérieure, et en particulier française, soit vécue comme le retour à ce néocolonialisme rampant dont on sait, par expérience, qu'il ne débouchera sur rien, sinon au retour inopportun d'un anti-occidentalisme virulent.

Après l'Afghanistan, y aura-t-il un « Sahelistan » ? L'axe Kaboul-Tombouctou semble non seulement le préfigurer, mais surtout dessiner tranquillement les nouvelles frontières d'un islamisme transnational décomplexé.

(*) Auteur de *Manuscrits de Tombouctou, secrets, mythes et réalités*, JC Lattès.